

Un appel au renouvellement démocratique

Déclaration du Comité Directeur du Mouvement Mondial pour la Démocratie

Novembre 2015

La démocratie aujourd'hui est contestée comme jamais depuis la fin de la Guerre Froide. Ce défi n'est pas le résultat d'une crise particulière ou d'une rupture démocratique, mais a de multiples sources. Il se reflète dans la conclusion de l'enquête mondiale la plus récente du Freedom House que les droits de l'homme et les libertés civiles ont déclinés pour la neuvième année consécutive. Il peut également être perçu dans les revers de la démocratie dans des pays aussi divers que la Thaïlande, l'Egypte, le Venezuela, la Hongrie, la Turquie, le Kenya, l'Azerbaïdjan et le Pakistan. Il apparaît de manière évidente dans les conditions de plus en plus difficiles rencontrées par les organisations de la société civile travaillant pour la défense des libertés démocratiques et pour la progression des droits de l'homme et de la liberté des médias dans de nombreux pays. Il est également évident dans la crise de gouvernance rencontrée par les démocraties établies de longue date en Europe et aux États-Unis, et dont l'impact international est accentué par la montée de la Chine, dont le système capitaliste autocratique est aujourd'hui majoritairement considéré comme un chemin plus efficace que la démocratie vers la modernité et le développement. Et il est évident, c'est le moins que l'on puisse dire, dans l'échec des grandes démocraties à trouver une réponse significative à la résurgence des forces anti-démocratiques agressives, tels que la Russie de Poutine et l'Etat Islamique, qui constituent une menace fatale à la démocratie et la paix mondiale. Enjeu après enjeu, les adversaires de la démocratie agissent avec une belligérance insolente, tandis que ceux qui devraient être ses principaux défenseurs semblent être affectés par le doute, une certaine paralysie de la volonté, et un manque de conviction démocratique.

Bien que le Mouvement Mondial pour la Démocratie soit profondément préoccupé par l'avenir de la démocratie, nous rejetons toute attitude pessimiste et de résignation. Ce n'est pas la première fois que la démocratie fait face à de graves menaces et revers. Dans les années 1970, la démocratie semblait également être en déclin irréversible. Les élections et les libertés civiles avaient été suspendues en Inde en 1975, qui était jusqu'alors la plus grande démocratie du monde. Des dictateurs militaires avaient pris le pouvoir dans de nombreux pays d'Amérique latine ; des violents tyrans comme Idi Amin en Ouganda avaient gouverné dans un certain nombre de pays africains ; la victoire communiste au Vietnam et le génocide au Cambodge

avaient été suivis par le triomphe des extrémistes islamiques en Iran et des Sandinistes au Nicaragua. La démocratie semblait être en recul partout, amenant les intellectuels éminents à conclure, comme l'un d'entre eux l'aurait remarquablement dit : la démocratie « se trouve là où le monde était, non pas là où il se dirige. »

Pourtant, ce fut précisément au cours de cette période très sombre que « la troisième vague de démocratisation », comme elle fut nommée plus tard, débuta avec les transitions démocratiques du Portugal et de l'Espagne. Tout au long des quinze années qui suivirent, le nombre de démocraties dans le monde plus que doubla, et avec l'effondrement du communisme en Europe centrale et en Union Soviétique, la démocratie vint à être considérée comme la seule forme légitime de gouvernement. Soudain, tout pessimisme se transforma en optimisme, et les progrès de la démocratie, qui s'était étendue à toutes les régions du monde, excepté au Moyen-Orient, semblaient être imparables.

Ce nouvel optimisme, tout comme le vieux pessimisme, était lui aussi excessif. Après la chute du mur de Berlin, nombreux étaient ceux qui espéraient que la Russie, la Chine et d'autres pays autoritaires se modernisent et se libéralisent car s'intégrant dans l'économie mondiale et connaissant une croissance économique. Cependant, de nombreux gouvernements autoritaires firent preuve de résilience et employèrent leur nouvelle richesse nationale afin d'alimenter des systèmes autoritaires plus sophistiqués dans leur pays, tout en diffusant leurs intolérantes valeurs et préférences au-delà de leurs frontières. Ces régimes adoptèrent une politique de confinement démocratique en utilisant des mécanismes juridiques tels que la loi des « agents étrangers » en Russie et les lois antiterroristes en Arabie Saoudite et en Ethiopie, afin de criminaliser, sinon d'entraver toute dissidence politique, toute liberté d'expression et de réunion ainsi que l'activité indépendante de la société civile. Ils utilisèrent également leur domination sur les médias à la fois traditionnels et nouveaux afin de marginaliser toute voix alternative et de maintenir un contrôle effectif sur les grands débats politiques.

L'objectif des États autoritaires nouvellement affirmés ne se limite pas uniquement à la protection du régime et au confinement de la démocratie. De plus en plus, ces États développent également des stratégies afin de contester et perturber la démocratie au-delà de leurs frontières. Une des cibles a été les droits de l'homme et les composantes démocratiques des organismes fondés sur des règles internationales, tels que l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), essentiels au respect des normes démocratiques. Ces régimes construisent également un réseau de clubs autoritaires tels que l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), le Conseil de Coopération du Golfe (CCG), et l'Union Douanière Russie-Biélorussie-Kazakhstan (YeEK) qui cherchent à institutionnaliser les normes autoritaires de souveraineté et de non-intervention. Parce qu'ils comprennent l'importance des idées, ces régimes ont également construit d'incroyables médias tels que le RT en Russie (anciennement connu sous le nom Russia Today) et le CCTV chinois

qui leur permettent de projeter à grande échelle des messages sur leurs propres accomplissements ainsi que sur les échecs et la décadence prétendus des sociétés occidentales.

L'affirmation croissante des États autoritaires ne signifie pas que l'avenir de la démocratie est sombre ou que les adversaires de la démocratie en sortent gagnants. Ils ne le sont pas. Les sondages d'opinion publique dans toutes les grandes régions du monde montrent que le sentiment populaire favorise encore massivement la démocratie sur l'autoritarisme, même dans des pays où le peuple ne fait pas confiance aux politiciens démocratiquement élus et estime que la démocratie est défaillante. Les avertissements réitérés par les dirigeants en Chine, en Iran et dans d'autres pays autoritaires sur les dangers des « révolutions colorées » trahissent leur peur des mouvements populaires exigeants un gouvernement responsable ainsi que des droits politiques.

La perception du recul démocratique n'est pas, par conséquent, le résultat de la force inhérente ou de l'attrait des adversaires de la démocratie. Le problème est que les gouvernements démocratiques du monde et leurs dirigeants n'ont pas montré la volonté de défendre les valeurs démocratiques, ou de soutenir les militants politiques courageux et risquant leur vie afin de lutter pour le changement démocratique. Les ennemis de la démocratie attaquent les normes démocratiques avec impunité, tandis que les dirigeants démocratiques sont tellement absorbés par leurs propres préoccupations qu'ils semblent incapables de maintenir ou de défendre les principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres chartes internationales. Ainsi, lorsque ceux qui luttent pour le progrès démocratique rencontrent une vive résistance, la réponse des démocraties n'est pas de faire preuve de solidarité et d'intensifier le soutien qu'elles procurent aux militants et dissidents, mais de juger si perpétuer leur soutien à la démocratie est réaliste et mérite les efforts mis en oeuvre.

Il a été dit à maintes reprises que le prix de la liberté est la vigilance éternelle. La démocratie ne peut être tenue pour acquise et son progrès n'est pas inévitable. Le progrès démocratique exige un travail assidu et constant, une réflexion stratégique cohérente, de fortes convictions démocratiques, le courage de prendre position contre les forces hostiles et les régimes répressifs, et une solidarité internationale avec ceux qui se trouvent à l'avant de la lutte démocratique. Ce qui est nécessaire aujourd'hui n'est rien de moins qu'une renaissance de la volonté démocratique apportant une nouvelle période de progrès démocratique.

Un programme visant à redynamiser la démocratie doit avoir quatre dimensions principales : La première dimension est un engagement renouvelé par les gouvernements démocratiques et les organisations internationales à défendre la société civile contre l'autoritarisme renaissant.

La première dimension est un engagement renouvelé par les gouvernements démocratiques et les organisations internationales à défendre la société civile contre l'autoritarisme renaissant. Au cours du dernier quart de siècle, les gouvernements et les organisations multilatérales ont élaboré des programmes afin de fournir une assistance financière et technique aux groupes de la société civile travaillant pour la défense des droits de l'homme et le renforcement des médias indépendants, pour l'État de droit et la responsabilité de l'autorité politique. Pourtant, une enquête sur l'Assistance à la démocratie menée par le Mouvement Mondial pour la Démocratie a constaté que cette aide n'a pas été accompagnée d'un soutien politique suffisant à la société civile en réponse à la répression croissante par des gouvernements résistant à la démocratisation. Un tel soutien est vital, et ce sous la forme d'une plus grande pression sur les gouvernements offenseurs à respecter les libertés fondamentales de réunion, d'association et d'expression. En outre, les gouvernements démocratiques doivent se réengager auprès d'institutions qui, basées sur des règles établies, ont mis en place des normes démocratiques mondiales et ont servi de ciment à l'ordre libéral d'après la Guerre Froide. L'objectif doit être de renverser le progrès accompli par les autocrates qui, en vidant certaines organisations telles que l'OSCE, l'OEA et le Conseil de l'Europe, ce ont créé des trous béants dans une partie de l'infrastructure démocratique mondiale. C'est une communauté de démocraties renforcée que l'on se doit d'utiliser pour dynamiser et coordonner ce nouvel effort.

Il est également nécessaire de renforcer la capacité des organisations de la société civile à répondre à la nouvelle répression. Les groupes de la société civile ont été mis sur la défensive et désorientés par l'offensive que des résurgents autoritaires ont menée contre eux. Ils ont besoin de s'adapter à un nouvel environnement plus hostile, de construire de multiples associations aux niveaux mondial, régional et sous-régional facilitant l'échange de savoir-faire pratique et de solidarité, et de développer de nouvelles façons efficaces de faire face et de renverser la tendance. Le rôle des mouvements et des organisations de jeunes est particulièrement important dans le développement de moyens innovants pour relever les nouveaux défis et exploiter le potentiel énorme des réseaux sociaux comme un outil pour mobiliser et éduquer les citoyens ainsi que suivre la performance des gouvernements et d'autres centres de pouvoir.

Une autre priorité est de renforcer l'unité démocratique internationale au sein et entre les régions et de travailler de concert afin de soutenir et défendre les normes et les valeurs démocratiques. Il est particulièrement important de relancer les liens transatlantiques dans la lutte contre les efforts russes qui s'acharnent à diviser les sociétés européennes et à séparer l'Europe des États-Unis ; de renforcer le soutien à la démocratie en Amérique latine depuis cette même région ; et de consolider les

liens entre les démocraties occidentales et les démocraties émergentes de l'Asie du Sud et de l'Est.

Enfin, il est nécessaire d'apporter une réponse à la guerre de l'information menée contre la démocratie par des résurgents autoritaires. Militants et intellectuels démocratiques, avec l'appui des gouvernements démocratiques, doivent travailler à revitaliser les arguments en faveur des idées centrales de démocratie et à rendre ces arguments pertinents dans le contexte du 21^{ème} siècle. Il est également important de répondre plus efficacement à l'offensive de propagande menée par les gouvernements autoritaristes. Une telle réponse doit inclure un soutien croissant aux médias démocratiques et une expansion de la diffusion internationale réalisée par la BBC, la Deutsche Welle, la RFE/RL et d'autres médias publics ; ainsi que le renforcement des capacités des journalistes locaux et d'investigation dans les pays autocratiques, et la contribution à la diffusion de leurs rapports par le biais de réseaux régionaux et mondiaux de médias traditionnels et sociaux.

La deuxième dimension est la nécessité de protéger le cyberspace comme moyen assurant la liberté d'expression et la promotion des droits de l'homme et des sociétés ouvertes. Le sentiment populaire a longtemps estimé que les régimes autoritaires étaient des dinosaures technologiquement mis au défi, qui ne pourraient pas garder la cadence de l'activité en ligne et seraient inévitablement éliminés par l'ère de l'information. Mais ces régimes se révèlent beaucoup plus adaptables que prévu. Ils parviennent à se concentrer sur le contrôle du cyberspace et de développer des méthodes afin d'exercer ce contrôle en engageant les ressources nécessaires pour appuyer leurs initiatives dans cet espace. Les contrôles de l'Internet à un niveau national sont maintenant profondément ancrés et les États autoritaires s'affirment de plus en plus au niveau régional et international, en diffusant des normes et en cherchant à façonner le cyberspace de sorte à maintenir leur pouvoir et légitimer leurs objectifs internationaux. Ils ont accès aux outils les plus sophistiqués afin de mener des campagnes d'attaque et d'espionnage numériques, allant des chevaux de Troie très communs, accessibles à distance et largement diffusés, à des logiciels d'intrusion sophistiqués fournis et entretenus par des entreprises privées, en passant par des « milices informatiques » et des blogueurs pro-régime qui cherchent à façonner les médias sociaux et à discréditer les voix indépendantes et critiques.

Les menaces numériques sont exacerbées par le dilemme dans lequel nos sociétés se trouvent aujourd'hui : presque tous les secteurs de nos sociétés sont câblées sous une forme ou une autre, mais seuls quelques secteurs privilégiés ont des connexions numériques suffisamment sécurisées. Il est rare que parmi ceux-là soient inclus des acteurs de la société civile tels que des ONG et des journalistes citoyens, malgré leur forte dépendance aux outils numériques pour la mobilisation et la communication. Un tel déséquilibre donne aux régimes autoritaires une occasion en or d'exercer un contrôle numérique sur leurs propres populations et de lutter contre

la dissidence provenant d'au-delà de leurs frontières. Les régimes autoritaires ont renforcé les répressions numériques en promouvant des politiques de sécurité informatique qui mettent l'accent sur des concepts de sécurité de l'État au détriment des droits de l'homme. Ils cherchent activement à remodeler les normes informatiques tant au niveau régional qu'au niveau international.

Pour contrecarrer ces menaces, il est nécessaire de construire une coalition forte entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé à l'appui de principes communs concernant un régime de gouvernance de l'Internet ouvert et sécurisé au niveau mondial et régional qui soit conforme aux normes sur les droits de l'homme internationalement reconnues. Les États qui soutiennent la liberté d'Internet doivent être proactifs à l'égard de leurs niveaux d'engagement international, en luttant contre les normes qui nient les droits de l'homme dans le cyberspace et en se positionnant fermement sur le fait que la société civile doit être hors d'atteinte de l'espionnage et des attaques numériques. Les États doivent aussi faire face à la nature extra-territoriale du ciblage numérique et à la capacité des États intolérants d'acheter, sur le marché ouvert, de l'équipement de surveillance sophistiqué visant à saper les droits de l'homme.

Pour qu'une telle coalition soit efficace, les pays démocratiques doivent « mettre leurs propres maisons en ordre. » Cela implique que la surveillance, l'examen et les mécanismes de responsabilisation appropriés soient en place pour résister à l'abus potentiel de collecte massive et sans discernement de données. En outre, étant donné que la plupart des données recueillies par les gouvernements proviennent de sociétés du secteur privé s'affirmant comme des « capteurs » de première ligne, la surveillance par les autorités, judiciaires ou autres, doit s'étendre à la gestion par ce secteur des données de ses clients. Le partage de données sans surveillance adéquate peut créer des précédents pour des mauvaises pratiques à l'étranger et peut affaiblir la capacité des pays démocratiques à défendre les normes libérales et un Internet ouvert.

En plus de défendre un système d'Internet ouvert et sécurisé, il est important de renforcer la capacité des sociétés civiles, et ce dans le monde entier, à utiliser des outils de communication de pointe afin de promouvoir les libertés fondamentales et la responsabilité des gouvernements. Il est également particulièrement important de fournir aux militants de la société civile l'éducation et la formation nécessaires sur les meilleures pratiques de sécurité informatique.

La démocratie est aujourd'hui contestée par plus qu'un simple autoritarisme renaissant. Dans des dizaines de pays où la démocratie n'a des racines que très peu profondes, le développement démocratique et l'État de droit sont menacés par la corruption endémique, la mauvaise gouvernance, la fraude électorale, le populisme intolérant, l'intolérance ethnique et religieuse, la violence politique ...

La troisième dimension est la nécessité pour la société civile d'être mieux préparée pour aider à protéger les nouvelles démocraties fragiles contre le danger du retour en arrière ; pour contribuer à des transitions démocratiques réussies et pour les aider à se prémunir contre les mouvements extrémistes et les majorités intolérantes. La démocratie est aujourd'hui contestée par plus qu'un simple autoritarisme renaissant. Dans des dizaines de pays où la démocratie n'a des racines que très peu profondes, le développement démocratique et l'État de droit sont menacés par la corruption endémique, la mauvaise gouvernance, la fraude électorale, le populisme intolérant, l'intolérance ethnique et religieuse, la violence et l'intimidation politique, et l'abus de pouvoir par les dirigeants ayant l'intention de couper les institutions de toute responsabilité et d'accumuler pouvoir et richesse pour eux-mêmes et pour leurs acolytes. Il n'y a pas de solution simple à des problèmes d'une telle ampleur et d'une telle portée. Les gouvernements démocratiques, les organismes donateurs et les institutions multilatérales doivent conditionner leur aide et leur coopération à des standards beaucoup plus élevés de gouvernance et de performance démocratique que ce qui est maintenant considéré comme acceptable. Mais le noyau d'une réponse significative doit venir d'une société civile responsabilisée, instruite et organisée.

Les mouvements populaires tels que l'Euromaïdan en Ukraine, Y'en a Marre au Sénégal et le Mouvement des Nouveaux citoyens en Chine ont élevé l'idée de citoyenneté démocratique, en montrant une volonté de prendre la responsabilité morale pour l'avenir de leurs sociétés et d'agir en tant qu'agents du changement démocratique. Les mouvements populaires dans d'autres pays et régions doivent se fonder sur ces exemples de citoyenneté active, doivent réclamer plus de responsabilité politique et doivent mettre un terme à l'impunité des dirigeants qui volent et persécutent leurs propres nations. Ils doivent aussi essayer de construire des ponts de tolérance et de coopération entre les sexes et les clivages ethniques et parmi les individus des différentes couches économiques, milieux sociaux et générations.

Dans la construction d'un nouveau mouvement de citoyens, les organisations de la société civile doivent donner la priorité à l'éducation civique, en utilisant tous les outils à leur disposition, y compris les plates-formes Internet, pour informer, motiver et organiser les individus à la base. Il leur faut développer une nouvelle défense de la démocratie démontrant que seuls les procédés démocratiques permettent de lutter contre la corruption et de créer un gouvernement responsable ; et en expliquant comment la démocratie peut « se livrer » et répondre aux besoins économiques des citoyens ordinaires. En outre, les organisations civiques doivent se connecter à la société politique, travailler plus étroitement avec les partis politiques, et être prêtes non seulement à tenir le gouvernement responsable à la suite d'une percée

démocratique, mais à assumer la responsabilité de gouvernance au cours du processus de transition et de consolidation politique.

Faire le passage du militantisme de la société civile à la politique n'est pas facile dans les pays où les partis sont associés à la corruption, à leur intérêt personnel et à l'abus de pouvoir. Il y a aussi une réticence inhérente des militants travaillant courageusement depuis de nombreuses années contre les systèmes répressifs à faire la transition de la protestation à la politique. Trop souvent, les militants prêts à faire de grands sacrifices dans la lutte contre la dictature sont moins disposés à passer dans le gouvernement une fois la percée réalisée. Les jeunes militants bénéficieraient de plus de formation en sciences politiques dans le cadre des programmes d'éducation civique pour les aider à mieux comprendre les exigences de la politique démocratique en plus de la dynamique des mouvements populaires. Les connecter aux nombreux journalistes et militants civiques ayant réussi à faire la transition vers la politique et la gouvernance en Ukraine et d'autres pays est un moyen d'aider à préparer les jeunes militants aux défis de l'avenir.

Un défi encore plus difficile sera de répondre à des mouvements idéologiques violents qui utilisent la religion pour mobiliser des adeptes, tels que le mouvement 969 en Birmanie et les mouvements beaucoup plus répandus du radicalisme islamiste tels que l'État islamique et Al-Qaïda. Jusqu'à présent, les institutions religieuses et politiques ont échoué à contester de manière crédible et à discréditer ces dogmes de violence et de nihilisme. La solution doit émerger des penseurs religieux, des centres de recherche, des institutions d'enseignement privé et des ONG au sein de ces communautés car étant en mesure d'offrir une vision alternative de modernité, des valeurs universelles, et du rôle de la religion dans la vie publique. À l'heure actuelle, il y a des centaines - voire des milliers - d'initiatives éducatives et culturelles indépendantes et novatrices de ce genre dispersées partout dans le monde. Il y a un besoin évident de créer des réseaux plus solides entre ces groupes et de les aider à contester l'extrémisme en établissant une vision démocratique alternative de tolérance, de pluralisme, de civilité et de modernité. Ces réseaux amélioreraient l'impact des projets éducatifs et culturels en cours et permettraient aux réformateurs pédagogiques de s'engager collectivement dans l'élaboration et la provision de discours alternatifs, d'amplifier l'impact des efforts existants et de créer une masse critique de produits éducatifs et de littérature.

La quatrième priorité est la nécessité pour les démocraties avancées de l'Occident d'améliorer leur performance économique et politique, de retrouver leur confiance et leur sens du but démocratique, de se réengager à renforcer l'ordre mondial libéral et de contrecarrer les efforts déployés par les régimes autoritaires et les extrémistes de saper ce dernier. Alors que les États-Unis et l'Europe restent des démocraties stables et prospères, elles sont entrées dans une période de malaise qui peut nuire aux perspectives de démocratie dans le monde

entier. Une raison du malaise a été une longue période de stagnation économique amplifiée par la crise financière mondiale de 2008, mais qui est ancrée dans des problèmes systémiques, parmi lesquels se trouvent l'endettement croissant et les grands déficits budgétaires, les dépenses sociales incontrôlées, l'inégalité croissante et l'échec à investir dans le développement du capital humain et de l'infrastructure sociale. Il y a aussi une crise de dysfonctionnement politique, illustrée aux États-Unis par la polarisation politique et la baisse de confiance dans le gouvernement, et en Europe par la montée des partis populistes marginaux. La préoccupation par ces problèmes a contribué au déclin de l'influence géopolitique de l'Occident, une tendance qui a enhardi les adversaires de la démocratie libérale, qui se précipitent à combler les vides créés par la paralysie et la retraite de l'Ouest.

La portée et la profondeur de ces problèmes ne signifie pas que l'Occident démocratique ne peut pas trouver un moyen de surmonter ses difficultés actuelles. La plus grande force de la démocratie est sa capacité d'autocorrection, et les dangers auxquels elle est confrontée aujourd'hui doivent rassembler l'esprit des dirigeants politiques, économiques et civiques et les amener à faire face aux rudes réalités. Ils doivent penser au-delà du court terme et proposer des moyens nouveaux et créatifs pour faire face à de nombreux défis - comment atteindre des niveaux plus élevés de croissance et de productivité économique qui pourront profiter aux citoyens ordinaires et non seulement aux très riches ; comment construire une plus grande unité politique sur les questions fondamentales d'intérêt national ; comment adopter des politiques qui jugulent et dissuadent les ennemis de la démocratie ; et comment rétablir la confiance dans l'avenir et l'appel universel de démocratie. Ce qui est nécessaire n'est rien de moins qu'une nouvelle résolution démocratique par les dirigeants et les citoyens des démocraties avancées du monde.

Ce qui est remarquable au sujet de la démocratie au cours de la dernière décennie mouvementée n'est pas sa fragilité, mais sa résilience souvent non appréciée.

Nous pensons que c'est possible. Avec tous les problèmes d'aujourd'hui, nous avons beaucoup de raisons de rester optimistes. Dans les pays clés de l'hémisphère sud, la démocratie a fait des progrès importants et souvent surprenants. En Indonésie, le plus grand pays musulman du monde, un large mouvement civique démocratique a permis à sa direction réformatrice de repousser un effort concerté de la vieille garde militariste pour faire reculer le changement politique démocratique. En Tunisie, les mouvements sociaux et les forces politiques profondément divisées ont été en mesure de se réunir autour d'une nouvelle constitution démocratique, de choisir un nouveau leadership lors d'élections pacifiques et d'établir la première démocratie du monde arabe. Au Nigéria, la mobilisation de la société civile et des journalistes citoyens via les médias sociaux a transformé ce qui aurait pu être une

élection violente et frauduleuse en un pas en avant pour la démocratie dans le plus grand pays d'Afrique. Même au Sri Lanka, un pays divisé qui se remet encore de décennies de guerre civile, une nouvelle direction promettant de rétablir la bonne gouvernance et l'État de droit et de traiter les questions difficiles de responsabilité pour les crimes de guerre passés est arrivée au pouvoir dans une transition remarquablement lisse après une élection relativement pacifique. La stabilité depuis près de 70 ans de la démocratie en Inde, qui va bientôt devenir le plus grand pays du monde et est certainement le plus diversifié en ce qui concerne la langue et la religion, est tout simplement phénoménale.

La démocratie pourrait en effet être dans une phase appelée par certains une récession démocratique, mais cela n'a rien de comparable avec les mouvements de recul de type « vague inverse » de démocratie qui ont suivi les vagues précédentes d'expansion démocratique. Selon Freedom House, le nombre de démocraties électorales est maintenant de 125, deux de plus que le point culminant précédent de 123 atteint en 2005 et sept de plus que celui atteint en 2012. Pour sûr, dans certains des pays nouvellement classés comme démocraties électorales - le Népal, par exemple, ou le Kenya ou le Pakistan - la démocratie est profondément perturbée. Pourtant, il est significatif que l'autoritarisme n'ait été rétabli dans aucun de ces pays et qu'il ait été inversé au Honduras et au Mali, qui ont connu des coups d'État en 2009 et 2012, respectivement. Ce qui est remarquable au sujet de la démocratie au cours de cette dernière décennie mouvementée n'est pas sa fragilité, mais sa résilience souvent non appréciée.

L'autoritarisme a également fait preuve de résilience. Mais les autocraties clés d'aujourd'hui sont confrontées à des crises sans précédent. La Russie cueille maintenant la récolte de son agression sous la forme d'un affaiblissement de sa monnaie, d'une inflation croissante, de la fuite massive des capitaux et de la diminution des réserves de change, en plus des pertes importantes de la guerre en Ukraine que le gouvernement - craignant une réaction du public - a essayé de cacher. Ces problèmes ont été aggravés par la forte baisse du prix du pétrole et peuvent menacer la survie du régime de Poutine. D'autres autocraties à base de pétrole sont également en difficulté, notamment le régime populiste de plus en plus répressif au Venezuela, où l'économie commence à implorer avant même la chute catastrophique des prix du pétrole ; et la dictature islamique en Iran. Les difficultés économiques présentes dans les dictatures ne sont pas nécessairement une chose positive, puisque les régimes peuvent réagir en augmentant les tensions internationales et la répression croissante. Mais ils exposent la vulnérabilité de ces régimes et ils peuvent parfois conduire à des ouvertures politiques inattendues.

La dernière raison de garder espoir est la lutte soutenue des mouvements démocratiques dans les pays à travers le monde pour la responsabilité politique et économique, le renouvellement civique et les droits démocratiques. La victoire en février dernier du mouvement Euromaïdan en Ukraine a produit une réaction russe

sévère. Mais au lieu de reculer, le mouvement a poursuivi ses efforts de manière acharnée. S'il sort gagnant de sa lutte contre la corruption, en réformant l'économie et en construisant un nouveau pays sur les bases de l'État de droit, il contribuerait aux perspectives de démocratie non seulement en Ukraine mais aussi en Russie et dans d'autres pays de la région.

Même dans certaines des situations les plus sombres, ces mouvements ont montré une détermination et une persistance incessantes. La police a dégagé les rues après la Révolution Parapluie à Hong Kong, mais les dirigeants du mouvement ont déployé des bannières où l'on pouvait lire « Nous reviendrons », et leur persistance est certainement une source d'inspiration pour les militants sur le continent, où la répression a également échoué à vaincre une société civile résiliente. Des nouvelles forces civiques commencent également à s'affirmer à Cuba, où les militants de Forum Ouvert de la Société Civile font pression pour une ouverture politique réelle et offrent au peuple cubain « un nouveau discours, une nouvelle tactique, une nouvelle stratégie, et une nouvelle langue » après plus de cinq décennies de totalitarisme.

Ces mouvements seront entendus dans les années à venir, car ils se composent de militants qui représentent une nouvelle force dans la politique internationale : réalistes dans leurs objectifs et stratégies, spécialistes en technologie, éclairés et engagés à maintenir le cap dans la lutte pour les droits de l'homme, la liberté d'expression, et l'État de droit. Ces militants savent qu'ils font face à une longue et dangereuse lutte et que, même s'ils réussissent à supprimer la dictature, un défi encore plus difficile s'ensuivra : construire de nouvelles institutions, soumettre des intérêts puissants et corrompus à l'État de droit et faire fonctionner la démocratie et produire de réels progrès non seulement pour les élites, mais pour tout individu. Le fait que ces militants persistent dans leur travail, sans le bénéfice d'aucune illusion, est la raison principale pour laquelle nous pouvons avoir confiance en l'avenir. Leur exemple a également le potentiel de déclencher une nouvelle flamme de conviction démocratique dans les démocraties établies.

Il y a donc raison de croire que, alors que la démocratie fait face à des obstacles redoutables, la perspective de son renouvellement ne doit pas être sous-estimée. Pour les militants courageux qui luttent pour la dignité et la liberté, la démocratie reste une source d'inspiration et d'espoir.